

Nouvelles pratiques sociales



Jean-Noël Chopart (sous la direction de), *Les mutations du travail social. Dynamique d'un champ professionnel*, Paris, Dunod, 2000, 302 p.

Yves Couturier

Volume 14, Number 2, December 2001

Le logement social et l'hébergement

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/009085ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/009085ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Université du Québec à Montréal

ISSN

0843-4468 (print)

1703-9312 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Couturier, Y. (2001). Review of [Jean-Noël Chopart (sous la direction de), *Les mutations du travail social. Dynamique d'un champ professionnel*, Paris, Dunod, 2000, 302 p.] *Nouvelles pratiques sociales*, 14(2), 214–217.
<https://doi.org/10.7202/009085ar>

Tous droits réservés © Les Presses de l'Université de Montréal, 2001

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Les mutations du travail social. Dynamique d'un champ professionnel

Jean-Noël CHOPART (sous la direction de)
Paris, Dunod
2000, 302 p.

Voilà un éclairage utile, quoique lointain, aux débats historiques et récurrents sur l'identité professionnelle en travail social. Cet ouvrage collectif rend compte d'une vaste mission de recherche du ministère de l'Emploi et de la Solidarité français visant à mieux comprendre les transformations des professions du travail social. Sous la direction scientifique de Claude Dubar, cette mission articula différentes recherches sur neuf sites, dont une vaste enquête par questionnaire auprès d'employeurs, 500 entretiens de recherche, quantités de monographies et d'observations. Un tel travail en grappe permet de multiples problématisations locales, et exigea le croisement fécond d'une multitude de méthodes.

Première innovation, le groupe de recherche a formulé comme hypothèse de départ l'émergence puis l'expansion d'un *champ de l'intervention sociale* qui regrouperait une grande quantité d'intitulés de travail (le vaste sondage réalisé auprès des employeurs recensa quelque 195 intitulés d'emploi), dans certains cas assez peu stabilisés. Deux interprétations de ce champ coexistaient initialement dans le groupe de recherche, celle d'un noyau dur (le travail social « labellisé ») se ramollissant à sa périphérie, celle de deux marchés du travail distincts à l'égard de la qualification et de la compétence. Les réponses sont nuancées, mais elles tendent à soutenir une version complexe des deux hypothèses articulées entre elles. Il y a bel et bien émergence d'un champ en expansion, avec son faisceau de valeurs et normes communes, mais aussi avec ses lignes de forces, ses découpes, etc. Parmi ce qui fait noyau,

il y a la recherche de la reconnaissance d'une forme de compétence collective. Autès écrit : « nous mettons en avant l'hypothèse d'une transformation de l'appareil du social comme organisation collective plus que celle de l'émergence de compétences nouvelles ». Ce ne sont pas ici les *nouveaux métiers du social* qui traduiraient des compétences nouvelles, mais bien le social en changement qui développerait une « compétence collective » (p. 259) transversale. Par exemple, par-delà la diversité, il semble que le critère de la relation d'aide demeure le plus petit dénominateur commun.

Étudier le *champ de l'intervention sociale* a en outre le mérite d'élargir le regard à un ensemble de groupes professionnels qu'une analyse trop restreinte laisserait dans l'ombre des métiers les mieux reconnus. Les critères d'inclusion au champ sont : 1) toutes activités rémunérées, 2) soutenues par des financements socialisés, 3) réalisant ses activités dans un cadre organisé, public ou privé et 4) s'adressant à des clientèles en difficulté d'intégration dans une perspective d'aide, d'assistance ou de contrôle, de médiation, d'animation. Cela a pour conséquence d'exclure le bénévolat, mais un autre programme de recherche en cours s'y intéresse, et la pratique strictement marchande. Cet élargissement du regard a le grand mérite de saisir un phénomène social en émergence et force ainsi les chercheurs à renouveler leurs appareils conceptuels. Ainsi, penser le travail social actuel doit se réaliser en tenant compte des pratiques du travail de rue, d'employabilité, de développement local, etc.

Seconde audace, l'ouvrage cherche à réfléchir à la question de la modification des catégories d'emploi non pas seulement par le dehors, soit par leur mise en formes politiques et organisationnelles, mais aussi de l'intérieur, par les tâches et les divers rapports aux tâches, observables en pratique. Ce changement de problématisation est majeur et procure dans certaines sections de l'ouvrage une impression d'innovation conceptuelle. Pour l'une des typologies, 41 tâches ont été retenues, qui ont permis de reconstruire 16 groupes tâches et 17 configurations d'emplois composant avec un certain nombre de groupes tâches, et qui conduisent finalement à élucider six logiques de l'intervention sociale : 1) de l'intervention du domicile, 2) de l'insertion sociale, 3) des auxiliaires de l'intervention sociale, 4) du développement local, 5) d'interface et 6) d'encadrement.

FINALEMENT, EST-CE QUE ÇA VA SI MAL QUE ÇA EN TRAVAIL SOCIAL ?

Il y a certes déprofessionnalisation, mais pas déqualification des métiers de l'intervention sociale. En fait, il y a à la fois rehaussement des niveaux de formation et une certaine taylorisation du travail, en même temps qu'un

enrichissement des tâches. De fait, il y aurait de moins en moins de petits ou « sales boulots » du travail social. La stagnation professionnelle affecterait surtout les assistantes sociales les plus professionnalistes. Aballéa écrit à ce propos que « le travail social ne peut plus – s'il l'a jamais fait – prétendre à lui seul recouvrir l'ensemble des agents dont la fonction participe de la régulation sociale » (p. 97).

Le déploiement d'une nouvelle technostucture (chargé de projet, analyste de quartier, etc.) permet aussi un élargissement du champ investi par des sociologues, des gestionnaires, etc. Cette expertise pose de nouveaux critères d'évaluation de la compétence et se déroule souvent dans un a priori d'incompétence des agents en place. L'arrivée de ces *outsiders* permet d'un point de vue gestionnaire de réduire l'incertitude du *faire* en travail social. Cela exerce bien entendu une pression sur les définitions « légitimes » ou historiques de la profession. Il y aurait donc moins une crise qu'un *aggiornamento* du collectif *travail social*. Cette mise à jour traduit sa capacité à s'adapter, et ce sans perdre son « sentiment d'appartenance au social » (p.104). Cette capacité d'adaptation procède de la plasticité même des contenus et méthodes transmis lors des formations. Mais une difficulté demeure, intrinsèque, congénitale au métier. Alors que tout métier se définit par trois constituants, son objet, sa pratique et son système de référence, pour les métiers de l'intervention sociale, la notion difficile à circonscrire de *social* s'applique aux trois : agir sur le social, faire du social, être social (système axiologique).

[Or, la] capacité [...] d'un corps professionnel à définir son objet d'intervention est une condition essentielle de sa reconnaissance sociale [...] Une définition étroite consolide incontestablement l'identité du corps professionnel et la reconnaissance de sa spécificité, mais elle tend à limiter son champ d'intervention, et par là même les demandes qui lui sont adressées, voire à réduire son dynamisme. Une définition large renforce la présence de la profession et sa dynamique interne, mais ouvre la voie à une inclusion dans le champ de professionnels non patentés et active la concurrence entre les « dominants » et les « prétendants » (p.199).

Malgré les difficultés à se dire, les *tensions inhérentes à la diffusion* du modèle social, au double sens de *diffusé* et d'*expansé*, et contre la « vulgate [...] sur la marginalisation » des travailleurs sociaux et leur « mort annoncée [...] comme aiment parfois à se décrire les travailleurs sociaux eux-mêmes » (p. 97), les métiers de l'intervention sociale sont au cœur des transformations sociales en cours, ce qui leur donne une position stratégique tout compte fait enviable. Il ne s'agit donc pas d'un livre pessimiste sur le travail social, ni d'un livre optimiste cependant. Si plusieurs auteurs rejettent le discours de la mort annoncée d'une profession, leurs textes, empreints de moult nuances, laissent entrevoir une situation complexe qui se donne encore à étudier.

Par-delà les qualités indéniables de l'ouvrage, le lecteur ou la lectrice pourra se heurter à deux difficultés de lecture : les catégories d'usages, pensons notamment à la complexité des parcours académiques, nous rappellent, si besoin est, que les appareils d'État français et québécois sont bien différents. En outre, l'éclatement extraordinaire de la profession en France donne l'impression que l'éloignement des contextes est tel que l'ouvrage serait de peu d'intérêt pour le Québec. Or, ce n'est pas le cas, et nous ne saurions trop recommander de surmonter cette première impression trompeuse. Nous soutenons que, par-delà les contextes qui indexent les énoncés, l'expansion du champ de l'intervention sociale est un phénomène tout aussi présent au Québec.

Une seule critique que nous tenons à formuler. Selon nous, les auteurs font un usage trivial de la notion d'intervention, sans doute en appui sur le simple constat pragmatique de son usage extensif. Pourtant, ce jeu de langage est pour nous sans aucun doute productif du champ lui-même. *Que vient faire et que vient dire sur l'action sociale la nouvelle prégnance de la notion d'intervention ?* Il nous faut, comme lecteur, accepter ce changement conceptuel sans que ses tenants et aboutissants théoriques ne soient exposés de façon soutenue. En fait, dans cet ouvrage, comme ailleurs, la notion d'intervention demeure un impensé.

Nous avons introduit ce texte en affirmant que l'ouvrage éclaire de loin la situation québécoise. En fait, l'ouvrage fait beaucoup mieux que cela : il permet de repenser un débat, celui de l'identité professionnelle en travail social, en des termes différents, moins pessimistes, mieux centrés sur *ce qui se fait* plutôt que sur *ce qui devrait se faire*. Il permet aussi, voire surtout, de se sortir de la rhétorique de la crise au profit du discours de l'*aggiornamento*. Jeu de mots ? Nous ne croyons pas ; car cette mise à jour se donne maintenant comme un objet social à étudier pour le Québec.

Yves COUTURIER
Université de Sherbrooke